

Analyses 2012



**La stratégie russe dans l'espace
post-soviétique : entre *soft* et *hard* power
Le cas de l'Ukraine**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

La stratégie russe dans l'espace post-soviétique : entre *soft* et *hard power* Le cas de l'Ukraine

La fin de la guerre froide et l'éclatement de l'URSS ne sont pas restés sans conséquences négatives pour l'héritière principale de cet empire : la Russie. Mais après des années de crises économiques et politiques, la Russie relève la tête et entend retrouver son statut de grande puissance. Aidée par un développement économique lié aux rentes pétrolières et gazières (exportations de ses ressources vers l'Europe et l'Asie), la Russie a lancé depuis le début des années 2000 une vaste offensive afin de retrouver son statut d'alliée indispensable auprès de son « étranger proche ». Il s'agit de restaurer sa zone d'influence dans l'espace post-soviétique. L'Asie centrale, le Caucase, l'Europe centrale sont autant de zones qu'il s'agit de reconquérir et cela afin de préserver les intérêts géostratégiques de la Russie. Pour être une puissance internationale, il convient en effet d'être le chef de file dans sa propre région. L'Ukraine constitue particulièrement pour la Russie une zone d'importance qu'il importe de ne pas perdre au détriment des forces occidentales. L'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN à ce pays serait vu comme une invasion du pré-carré de Moscou et doit donc être évité. Le chercheur américain Zbigniew Brzezinski considérait même que « *sans l'Ukraine la Russie cesse d'être un empire* ». Pour continuer à jouer un rôle politique en Europe, la Russie a besoin de maintenir son influence envers ce pivot géopolitique, et l'utilise ainsi comme bouclier anti-occidental. Comme personne ne désire une déstabilisation de la zone, les Etats-Unis et l'Europe laissent avec bienveillance la Russie récupérer sa capacité d'influence en Ukraine. En témoigne le manque de volonté de l'Union européenne et de l'OTAN de voir adhérer le pays à ces deux structures.

Pour restaurer sa capacité d'influence dans l'espace post-soviétique, deux stratégies sont utilisées par Moscou : le *soft* et le *hard power*. La Russie maîtrise parfaitement le *hard power* (politique de coercition agressive qui se traduit par des actions militaires et économiques), via notamment l'utilisation de l'arme énergétique (augmentation du prix du gaz, menaces de couper l'approvisionnement, etc.), la multiplication de ses bases militaires dans l'espace post-soviétique, voire même le déclenchement de conflits comme on a pu le voir dans le cas de la guerre en Géorgie dont l'une des raisons était la protection des minorités russophones. Vu de l'étranger, ce *hard power* entre en contradiction avec la volonté affichée par Moscou depuis 2005 de miser sur le *soft power* comme stratégie d'influence, c'est à dire la capacité « d'attirer », d'être un pôle d'attraction politique, culturel et social. Le but est d'améliorer l'image de la Russie à l'extérieur et de montrer qu'elle est un interlocuteur indispensable pour traiter les affaires internationales.

C'est suite à la Révolution Orange de 2005 en Ukraine et le succès des forces pro-occidentales que Moscou s'est rendu compte de la capacité qu'avait le *soft power* à produire des effets positifs. C'est donc à partir de là que Moscou a commencé à investir massivement dans cette stratégie d'influence. Mais la coexistence avec un *hard power* toujours aussi présent sème la confusion et tend à diminuer les effets positifs du *soft power* sur la scène internationale.

Le *soft power* russe, malgré la faiblesse d'investissement dont il souffre, en comparaison avec les sommes dépensées par les États-Unis et l'Union européenne, est en pleine expansion. Plusieurs instruments sont à sa disposition. La langue russe reste largement répandue dans l'espace post-soviétique. En Ukraine, le russe est utilisé comme langue véhiculaire par 70 % de la population. 60 % de la population est de langue et culture russe. Certaines régions, comme la région orientale, sont peuplées majoritairement par des colons russes, établis plus

ou moins anciennement sur le territoire. La Russie utilise également l'arme de la délivrance des passeports russes, notamment en Crimée. Environ 180 000 personnes le posséderaient dans cette région, dominée par les russophones. Cette délivrance massive vient donc augmenter le soutien et la sympathie vis-à-vis de la Russie à l'intérieur même du territoire ukrainien. La présence de populations russophones et russophiles en Ukraine tend à assurer à la Russie un relais fidèle de ses intérêts. Moscou a bien compris l'importance de la langue comme levier d'influence. Elle multiplie, à l'échelle de l'espace post-soviétique, les campagnes de lobbying afin de réintégrer ou maintenir l'enseignement du russe comme langue étrangère dans les systèmes scolaires.

Malgré les promesses non tenues du président ukrainien Ianoukovitch de faire du russe la seconde langue officielle de l'Ukraine, Moscou reste confiant, et le fait comprendre par la voix du vice-président de la commission des affaires internationales de la Douma, qui a annoncé que « *le russe sera librement utilisé en Ukraine, même si l'ukrainien restera l'unique langue officielle du pays* ». Pour lui, la population russophone cessera d'être discriminée, après 4 ans de gouvernement pro-occidental de Viktor Iouchtchenko. Cette déclaration d'un parlementaire est éloquente et montre à ce titre la capacité d'ingérence politique de la Russie vis-à-vis de son voisin¹.

En Ukraine, L'Eglise orthodoxe majoritaire se réclame de Moscou. Celle-ci constitue un canal d'influence très puissant.

La Russie utilise également l'arme des médias comme instrument au service du soft power. Selon Tatiana Kastouéva-Jean², « *des sondages menés révèlent que les pays de la CEI restent des consommateurs actifs des produits médiatiques russes* ». Ainsi, en Ukraine, plus de ¾ de la population regarde la télévision russe. Le cyberspace (internet) est également bien occupé par la Russie. Ainsi, les sites nationaux officiels ont des versions russes. Ajoutons aussi les agences d'information (Comme *Ria Novosti*), les journaux en ligne, revues qui diffusent les informations dans plus de 10 langues, dont l'anglais. Ceci prouve l'omniprésence russe dans cet espace médiatique. On compte également pas moins de 47 livres publiés en Russe sur les révolutions géorgienne et ukrainienne et leurs conséquences, avec comme principale thèse la volonté d'arrêter l'expansion de l'Union européenne.

Les campagnes d'information s'adressent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Tout événement est exploité : la victoire russe à l'Eurovision de 2008, les jeux Olympiques de Sotchi en 2014, la présidence du G8 à St-Petersbourg, mais aussi sur des thèmes comme la mémoire historique.

L'enseignement supérieur en Russie constitue un formidable pôle d'attraction. Des milliers d'étudiants de l'espace post-soviétique (ils représentent la moitié des étudiants étrangers en Russie) viennent en effet suivre des études pour devenir les futures élites économiques, politiques et militaires de leur pays. Elles seront ainsi plus tard bienveillantes envers le pays qui les a formées.

La Russie a également créé des Instituts, Fonds et autres Commissions qui relaient ses intérêts au sein de l'espace post-soviétique, avec comme objectif général d'améliorer l'image du pays et promouvoir la langue et la culture russes à l'extérieur. Prenons comme exemples la

¹ « *Vers un usage libre de la langue russe en Ukraine* », Ria Novosti, 9 mars 2010.

² « *Soft power russe : discours, outils, impact* », par Tatiana Kastouéva-Jean, in *Russie Nei Reports*, 2010.

Direction chargée de la coopération internationale et culturelle avec les pays étrangers, la nouvelle Agence fédérale pour les affaires de la CEI, la Fondation Russkij Mir, etc.

L'implication de la Russie dans les forums politiques régionaux révèle également cette volonté d'utiliser le *soft power* comme stratégie d'influence. Mais globalement, les pays de l'espace post-soviétique restent méfiants, craignant qu'un nouvel impérialisme russe resurgisse devant l'asymétrie criante des relations entretenues avec Moscou. Les initiatives politiques et économiques régionales rencontrent donc peu de succès.

Notons que Moscou a su utiliser brillamment le *soft power* en Ukraine à l'occasion des dernières élections présidentielles en 2012. Ayant bien retenu les leçons de la Révolution Orange de 2005, la Russie a assuré une présence médiatique, culturelle et politique qui a fortement aidé à l'élection du candidat pro-russe Ianoukovitch. Par exemple, le député russe Sergei Markov ne perdait aucune occasion d'expliquer aux médias locaux l'admiration de la Russie pour le candidat du Parti des Régions, allant même jusque glorifier son passé.

Malgré cette offensive en termes de *soft power*, les résultats se font attendre. Nous ne pouvons pas, à proprement parler, d'un basculement de l'Ukraine dans la sphère d'influence russe, et cela malgré l'arrivée au pouvoir en 2010 d'un gouvernement pro-russe. L'image de la Russie à l'étranger reste globalement négative, à cause notamment du manque de démocratie, de la liberté de la presse bafouée, etc. La coexistence avec le *hard power*, notamment vis-à-vis de l'Ukraine, vient remettre en cause les avancées enregistrées

En avril 2010, l'Ukraine - avec un nouveau gouvernement pro-russe - et la Russie ont signé l'accord de Kharkiv mettant fin à d'incessantes querelles autour de la question de l'approvisionnement énergétique de l'Ukraine. Jusque là, toute la décennie a été marquée par des manœuvres russes – que l'on peut assimiler à du *hard power* - autour de l'approvisionnement en gaz et en pétrole. Pour l'Ukraine, pays dépendant à 100% de la Russie pour assurer son importante consommation énergétique, les nombreuses menaces de hausse des tarifs et de coupures dans les livraisons s'assimilaient à de véritables déclarations de guerre et plongeaient le pays dans des crises importantes. Les questions de transit et d'achat du gaz ont donc occupé l'actualité nationale pendant de longues années. Parallèlement à cela, l'Ukraine avait un moyen pour contrebalancer le pouvoir russe: la location de son port de Sébastopol en Crimée à la flotte russe de la Mer Noire, offrant ainsi à Moscou une position stratégique de choix. L'Ukraine avait auparavant décidé de ne pas renouveler le bail au delà de 2014. L'accord trouvé a permis de satisfaire les deux parties: la location est prolongée jusqu'en 2042, en échange de quoi l'approvisionnement en énergie est assuré avec une ristourne de 30 %.

Cette décision n'a pas été accueillie populairement en Ukraine. La continuation de la présence militaire russe sur le territoire ukrainien est en effet vue comme un acte de haute trahison par l'opposition du pays et est assimilée à un véritable acte d'*hard power*. Le vote de cette disposition au Parlement de Kiev a d'ailleurs été entériné avec des heurts entre les parlementaires. Pour les pro-occidentaux, c'est en effet un véritable recul de laisser la Russie moderniser ses infrastructures dans cette zone de la Mer Noire, et ainsi s'implanter durablement, menaçant directement de continuer à s'ingérer dans les affaires internes de l'Ukraine.

A l'échelle de l'espace post-soviétique, la présence de bases militaires, la coopération militaire, la formation des militaires, l'assistance technique et les manœuvres communes restent des moyens de *hard power* utilisés par Moscou pour assurer son influence. La forte croissance de ses moyens liée à l'augmentation des investissements en font un acteur et

partenaire incontournable pour toutes les nouvelles républiques indépendantes. Ces collaborations se font le plus souvent de manière bilatérale mais aussi via les forums régionaux.

À côté du secteur de l'énergie, la Russie a également entamé dans les années 2000 un envahissement massif des secteurs économiques stratégiques de l'Ukraine. Ainsi, les investissements se sont multipliés d'abord entre 2002 et 2004 (ils ont été triplés) et puis surtout à partir de 2005 (après la Révolution Orange à la suite de laquelle la Russie a pris conscience de la nécessité de développer son *soft power*) dans les secteurs bancaire et financier (détenus à 10 % par des Russes), l'industrie métallurgique et de l'armement, les télécommunications, les transports, l'aéronautique, l'aérospatial, les chantiers navals, le nucléaire, les infrastructures énergétiques, la chimie etc. La Russie utilise donc sa puissance économique – instrument que l'on assimile à du *hard power* – pour étendre son influence en Ukraine. En 2008, on comptait plus de 1800 millions de dollars d'investissements russes en Ukraine. La Russie contrôle 70 % de la construction des navires de commerce et 60 % de la construction navale militaire. Par ailleurs, l'endettement ukrainien auprès de banques russes constitue également un levier d'action important à disposition de Moscou. En signant l'accord de Kharkiv, un programme de rapprochement plus large a été approuvé, ouvrant la voie à de multiples fusions russo-ukrainiennes à travers des sociétés de capitaux mixtes dans ces secteurs stratégiques.

Il faut toutefois nuancer cette pénétration du marché ukrainien par son voisin. L'Union européenne est de plus en plus présente, et constitue un pôle d'attraction non négligeable et qui freine l'Ukraine à céder tout son patrimoine à la Russie.

Finalement, nous pouvons postuler que malgré quelques avancées et une certaine influence retrouvée au sein de son « étranger proche », la Russie peine à voir son *soft power* triompher. Souvent assimilé à de la propagande, il est en effet mal reçu à l'étranger et souffre donc de son inadaptation aux réalités locales. L'Etat russe est omniprésent derrière toute initiative et jette le doute, faisant penser à une nouvelle forme d'impérialisme dissimulée. Outre cela, l'attachement de l'Ukraine à continuer son *hard power* mine les efforts entrepris. Mais même si la Russie continue, via les conflits gelés dans l'espace post-soviétique à assurer une présence militaire forte, la puissance semble écarter le recours aux interventions armées. Une chance de voir émerger le *soft power* comme unique pièce de la politique étrangère russe, au détriment du *hard power* ?

Le *soft power*, moins direct, n'en serait donc pas moins efficace, si celui-ci est mené avec davantage de coordination et de cohérence.

Face au réveil de la Russie sur le plan international, l'Union européenne doit veiller à ne pas marginaliser cette puissance émergente sous peine d'engendrer de grandes frustrations synonymes de conflits. Ainsi, nous ne pouvons qu'applaudir le dialogue stratégique entre l'OTAN et la Russie qui garantit la paix en assurant un dialogue constant sur l'avenir dans l'espace post-soviétique. L'Union européenne doit également veiller à ne pas froisser la Russie et à ce titre, doit continuer à maintenir l'Ukraine hors de l'OTAN et de l'Union. En effet, un basculement de ce pays dans le camp occidental sonnerait comme un véritable désaveu pour la Russie et tendrait à construire une perception de menace chez Moscou. Pour éviter tout conflit futur entre grandes puissances en Europe centrale, l'Union européenne doit donc pouvoir laisser la Russie continuer à œuvrer à son regain d'influence au sein de l'espace post-soviétique. Grâce à l'action internationale de l'Union européenne qui se base essentiellement sur le *soft power*, la Russie pourrait être tentée d'abandonner son *hard power*

au profit du *soft power*. Une garantie solide de paix tout en maintenant la puissance russe à la hauteur de ses ambitions ?

Santiago Fischer
Commission Justice et Paix
Belgique francophone
Mai 2012

Ressources bibliographiques consultées :

- « *Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique* », par Thomas Gomart, in *IFRI*, 2006.
- « *Ukraine and Europe : a fatal attraction* », par Ivan Krastev, in *Open Democracy*, 2004.
- « *Soft power russe : discours, outils, impact* », par Tatiana Kastouéva-Jean, in *Russie Nei Reports*, 2010.
- « *Le facteur russe dans la politique de sécurité ukrainienne* », par Olga Alexandrova, in *Politique étrangère*, 1994
- « *Etude de la politique ukrainienne dans le différend qui l'oppose à la Russie : le cas de la Crimée (1990-1995)* », par Frédéric Raynaud, 1996.
- « *La Russie et son étranger proche : le cas de l'Ukraine et le rôle de la Pologne* », par Charlotte Sugliana, in *Regard sur l'Est*, 2010.
- « *Vers un usage libre de la langue russe en Ukraine* », Ria Novosti, 9 mars 2010.
- « *Ces pays que la Russie dispute à l'Europe* », *Le Monde*, 23 décembre 2006.
- « *Où en sont les ambitions russes ?* », in *Perspectives géopolitiques*, blog géopolitique des Presses universitaires de France, 2009 (<http://geopolitique.over-blog.fr/article-ou-en-sont-les-ambitions-russes—38211849.html>).
- « *Les Russes se mettent au soft power* », par Pascal Boniface, in *Affaires stratégiques* (blog du nouvel observateur : <http://pascalbonifaceaffairesstrategiques.blogs.nouvelobs.com/archive/2010/09/13/les-russes-se-mettent-au-soft-power.html>)
- « *Le retour de la puissance russe ? 2010, année de la Russie* ». in *Le webzine de l'histoire*, 2010.
- « *Géopolitique de la Russie* », in Hérodote. in *Revue de géographie et de géopolitique*, 3e trimestre 2010, n° 138.
- « *L'Ukraine en proie à la "colonisation" économique russe?* », *Le Cercle Les Echos* (Fondation Robert Schuman Europe), 18 octobre 2011.
- « *La Russie colonise l'économie ukrainienne* », par A.Kalinovski, in *Le Courrier International*, 10 septembre 2009.